

## EDITORIAL

### LA DICTATURE DES MARCHÉS

**L**ES EVENEMENTS DES DERNIERES SEMAINES montrent que la classe politique qui dirige à Bruxelles, à Paris et à Berlin, est prête à tout pour continuer à satisfaire les appétits sans limite des marchés.

Les peuples sont invités à accepter tous les sacrifices, à commencer par les grecs – ces pouilleux – qui devraient s'estimer heureux qu'on leur permette de « bénéficier » des « bienfaits » de la zone euro. Exit, l'idée du référendum. Jugé sans doute trop mou, Papandreou a dû céder sa place à un technocrate, ancien vice-président de la Banque Centrale Européenne, qui sera un parfait exécutant des ordres de la troïka formée par le FMI, la BCE et la Commission de Bruxelles. Dans le nouveau gouvernement grec, la droite et l'extrême-droite sont venues s'ajouter aux « socialistes » du PASOK. Ne reste dans l'opposition qu'une quarantaine de députés : ceux des deux partis de gauche et quelques dissidents socialistes.

Le même processus se déroule en Italie, où un autre technocrate, ex-commissaire européen, conseiller de la banque Goldman Sachs, succède à Berlusconi jugé trop discrédité. En Espagne, Zapatero attend, résigné, que la droite reprenne les commandes.

De Dublin à Athènes et de Riga à Lisbonne, toutes les mesures sont prises pour que les peuples européens paient l'addition et tout est mis en œuvre pour que la mainmise des marchés sur le continent soit encore plus totale.

**C**OMMENT EN EST-ON ARRIVE LA ? Qu'est devenue « l'Europe qui protège » ? Pourquoi certains pays européens se retrouvent sous la tutelle du FMI comme naguère l'Argentine où l'Equateur ?

A ATTAC on connaît la réponse, on avait prévu et annoncé ce naufrage au moment de la campagne référendaire. Dans un pays, une soumission totale de l'oligarchie dominante à la doctrine néolibérale conduit toujours au même résultat. Alors, a fortiori, quand on l'applique au niveau d'un continent...

Si la France se retrouve aujourd'hui prise dans la crise de la dette publique, elle le doit surtout aux cadeaux fiscaux faits par Sarkozy. Sans la baisse des prélèvements

obligatoires pour les plus riches, la dette représenterait 67% du PIB au lieu de 87%.

Si la zone euro est dans la tourmente, elle le doit d'abord au traité de Maastricht qui a créé une BCE échappant à tout contrôle, gérant une monnaie « hors sol » commune à un ensemble disparate et s'interdisant de prêter aux Etats. Mais elle le doit aussi aux refus des instances européennes de

prendre des mesures efficaces pour contrôler les flux financiers et supprimer les paradis fiscaux.

Si l'Union Européenne fait maintenant figure de maillon faible de la planète, elle le doit à son zèle à défendre, au sein de l'OMC, la notion de concurrence libre et non faussée. Bien sûr, les transnationales européennes ont prospéré. On en a même créé de nouvelles en démantelant les services publics. Faire fabriquer des produits dans des pays à bas coûts pour les revendre dans les pays occidentaux a rapporté des profits fabuleux. Mais à ce petit jeu, le chômage a explosé en Europe, les salaires ont été poussés vers le bas et le financement de la protection sociale a été compromis. Sans compter

les dégâts environnementaux...

Aujourd'hui on se retrouve réduit à mendier l'argent de la Chine dont le régime dictatorial a su habilement profiter de la cupidité de notre oligarchie. Peu à peu, les riches chinois rivalisent avec « nos » riches, pendant que les salaires des travailleurs européens convergent vers les salaires chinois. Il n'est donc pas surprenant d'entendre Jin Liqun, président de la China Investment Corporation, fonds souverain chinois de 300 milliards de dollars, tancer les européens et déclarer : « Je pense que les lois sociales sont obsolètes. Elles conduisent à la paresse, à l'indolence, plutôt qu'à travailler dur ».

**P**OUR EVITER LE NAUFRAGE de la France et de l'Europe, les mesures à mettre en œuvre sont connues : réforme fiscale, contrôle des flux financiers avec notamment l'instauration de la taxation des transactions financières. On est ravi d'entendre sur ce sujet les nouveaux convertis : Merkel et Sarkozy ; mais qu'attendent-ils pour la mettre en place dans la zone euro ?

Il faudra nécessairement faire de grosses entorses aux traités européens, comme celui de Lisbonne ; mais, sous la



pression de la crise, le processus est déjà engagé. La relocalisation de l'économie ne se fera pas avec les règles commerciales actuelles et cela doit passer par des mesures protectionnistes.

**L** E 10 DECEMBRE, nous nous retrouverons à notre traditionnelle université d'automne pour développer et enrichir notre réflexion.

ATTAC 63 a été à l'initiative de la création du Collectif 63 pour un audit citoyen de la dette publique. Cette journée de

réflexion nous sera utile dans l'action que nous mènerons au sein de ce comité.

« Reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière et s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des Etats au profit du droit des investisseurs et des marchands... » (création d'ATTAC France – 1998).

**Claude VALLENET**

## COMMUNIQUE DE PRESSE CREATION DU COLLECTIF 63 POUR UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE

**F** IN OCTOBRE 2011, à Paris, un certain nombre d'associations et d'organisations syndicales ont décidé, avec le soutien de partis politiques, de constituer un Collectif national pour un audit citoyen de la dette publique (<http://www.audit-citoyen.org/>).

L'audit citoyen est un processus de mobilisation de la société civile, à partir de la question de la dette publique, visant à replacer dans le champ du débat démocratique des choix qui en sont aujourd'hui soustraits. D'où vient cette dette ? Qui détient les titres de la dette ? Qui spéculé sur elle ? Combien a coûté le sauvetage des banques ? Partout en Europe (Grèce, Portugal, Espagne...), des citoyens et des citoyennes

**Collectif pour  
un audit citoyen  
de la dette publique**



d'avoir des réponses et s'organisent en collectifs.

Réunis à Clermont-Ferrand, le 8 novembre 2011, les représentants départementaux des organisations soussignées ont décidé de créer le Collectif 63 pour un audit citoyen de la dette publique. Ce collectif aura pour but de mener, dans le département, des actions sur les mêmes objectifs que le

Collectif national. Site internet : <http://www.audit-citoyen63.org/>

ATTAC, LDH, MNCP-Chomactif, Les Amis du Monde Diplomatique, Brut de Béton Production ; CGT, FSU, UNEF, Union Syndicale Solidaires ; Europe Ecologie-Les Verts, Front de Gauche (PCF, PG, GU, FASE), NPA.

## AGENDA DES PROCHAINES SEMAINES

### LA VIE INTERNE D'ATTAC 63

**MERCREDI 14 DECEMBRE A 20H00**, au siège

CONSEIL D'ADMINISTRATION

**MERCREDI 18 JANVIER 2012 A 20H00**,

au siège

CONSEIL D'ADMINISTRATION

### ACTION DU COLLECTIF 63 POUR UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE PUBLIQUE

**SAMEDI 26 NOVEMBRE DE 14H30 A 17H00** – Place de Jaude, CLERMONT-FERRAND

PREMIER RASSEMBLEMENT ORGANISE PAR LE COLLECTIF pour lancer la

campagne d'information et dénoncer les politiques injustes qui font payer la crise de la finance par les peuples.

### ATTAC 63 AUX AUGUSTES



Un samedi par mois, ATTAC convie le public au café lecture « Les Augustes » (5 rue sous les Augustins à Clermont-Ferrand) pour une discussion sur un ou deux sujets d'actualité plus ou moins abordés ou déformés par les grands moyens d'information.

Prochaines séances :

➤ **SAMEDI 17 DECEMBRE A 17 H**

➤ **SAMEDI 21 JANVIER A 17H  
MANIFESTATION**



**SAMEDI 3 DECEMBRE A 13H30** – Place de Jaude, CLERMONT-FERRAND

MANIFESTATION ORGANISEE PAR LE RESEL (RESEAU STOP AUX EXPULSIONS DE LOGEMENT) pour le droit au logement et la réquisition des bâtiments inoccupés en application de la loi DALO. Rassemblement à 13H30, place de Jaude, puis défilé.

### RAPPEL : COTISATIONS 2011

L'adhésion se fait par année civile et permet d'être membre d'ATTAC 63 et d'ATTAC national. Pour ré-adhérer, utilisez le bulletin d'adhésion départemental ou le bulletin pré-rempli joint au journal national LIGNES D'ATTAC arrivé début janvier, et retournez-le à l'adresse indiquée.